

**PLENIERE DU 23 JUIN 2008**

**DEBAT DE POLITIQUE GENERALE**

***Intervention de Véronique Bérégovoy,  
pour le groupe des élus Verts***

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

**Dimanche 15 juin, à l'appel de nombreuses associations de protection de l'environnement, avait lieu un rassemblement pour la sauvegarde de l'estuaire de la Seine, menacé d'un véritable saccage écologique.**

**Deuxième site remarquable après celui de la Camargue et pourtant il détient le triste record d'être l'estuaire le plus pollué d'Europe.**

Malgré un classement Natura 2000, malgré le Grenelle de l'environnement qui a souligné la nécessité de préserver la biodiversité, les actes peinent à suivre.

Loin d'une politique de développement durable, une poignée d'industriels privilégie des intérêts privés au détriment de l'intérêt général.

Comme l'a rappelé Alain Bougrain Dubourg, Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, présent lors de cette manifestation : *« tous les 10 ans c'est l'équivalent d'un département français qui disparaît pour laisser la place au béton ou au bitume. »*

Face à ce constat, il est urgent de mettre fin aux multiples agressions et destructions dont fait l'objet notre estuaire.

La liste est longue, entre des promesses non tenues, des engagements pris non respectés, des projets industriels aggravant la pollution et la destruction de l'estuaire :

- Mesures compensatoires non effectives depuis la destruction de 1000 hectares d'espaces naturels avec la construction de port 2000,
- Plan de gestion de la réserve naturelle toujours pas appliqué,
- Des zones de non-chasse inexistantes, un braconnage impuni,
- Projet d'implanter deux centrales à charbon à la limite de la réserve naturelle,
- Projet actuel du grand canal maritime du port du Havre qui conduira à la destruction de zones humides indispensables à l'équilibre de l'estuaire,
- Projet d'approfondissement du chenal de Rouen,

Jusqu'où irons-ils ? Jusqu'où irons-nous ?

Ce que certains veulent faire de l'estuaire, de notre région, mais aussi de notre pays, de notre planète va à l'encontre du développement durable vers lequel nous devons absolument nous orienter et nous ancrer.

**A l'heure où nous traversons une crise énergétique, sociale et environnementale, à l'heure où tous les voyants nous indiquent qu'il faut changer nos modes de production et de consommation, certains lobbies s'accrochent à une industrie du passé voulant nous imposer leur modèle, aggravant de fait la situation.**

Notre système économique repose en partie sur le pétrole. Où allons-nous avec un baril à 140 dollars qui va inéluctablement continuer à croître puisque la demande augmente et l'offre va s'épuiser ?

Comment s'adapter, puisque nous ne pouvons plus retarder le choc ? Les transformations nécessaires seront lourdes. Faute d'avoir anticipé, nous sommes aujourd'hui conduits à « *économiser le pétrole à la hâte* », selon la formule de l'Agence internationale de l'énergie.

Aujourd'hui nous payons le prix de l'inaction.

Tandis qu'au Sud les émeutes de la faim contre la hausse du cours des matières premières, dopée par la production d'éthanol, de maïs ou de soja, continuent à s'amplifier, au Nord les colères populaires s'en prennent à la hausse du prix du carburant. Des marins pêcheurs aux routiers, des agriculteurs aux taxis, des professions entières se trouvent prises au piège dans un engrenage qui les broie.

Ce n'est plus une prédiction mais une réalité politique, sociale, économique, culturelle qui chaque jour nous explose à la figure :

Changer ou ne pas changer nos modes de déplacements ? Changer ou ne pas changer notre mode de production agricole, notre mode de production industriel ?

Chaque mouvement, chaque secteur est désormais confronté à ces questions. Il s'agit bien de repenser les conditions de notre développement, en préservant nos ressources pour aller à l'essentiel.

C'est bien de cela dont il s'agit en Egypte, à Haïti, au Sénégal... dans 37 pays confrontés à des hausses record du prix des produits alimentaires de base, des « *émeutes de la faim* » éclatent, alors même qu'aucun d'eux n'est touché par un "accident climatique" particulier. Non : simplement ils ont abandonné, sous injonction des organismes internationaux, contrôlés par les pays les plus puissants, leur souveraineté alimentaire... Parmi les raisons de l'envolée des prix, le développement massif des agrocarburants.

A ce sujet, l'objectif fixé par l'Union européenne aux pays membres d'atteindre 10% de « biocarburants » est irresponsable. La concurrence entre cultures énergétiques et cultures alimentaires va être exacerbée avec pour conséquence un accroissement de l'insécurité alimentaire dans de nombreux pays.

Ce risque est désormais largement reconnu par les experts.

Quelques jours après le sommet de la FAO à Rome, le directeur pour l'agriculture de l'OCDE a ainsi plaidé *pour « réduire drastiquement le soutien aux biocarburants »*. C'est

selon lui « *la mesure la plus urgente à prendre pour enrayer la hausse spectaculaire des prix des matières premières agricoles* ».

En effet, les agrocarburants sont une fausse bonne-idée puisqu'ils accélèrent la hausse des prix des matières premières, leur culture dégrade fortement l'environnement et leur bilan énergétique est mauvais. Sauf pour ceux qui les vendent, leur intérêt est nul et dangereux.

Face à la crise alimentaire, une politique incitant à la réimplantation de cultures vivrières et, plus globalement, de denrées alimentaires est primordiale.

Entre se nourrir ou conduire, il faut choisir. Les pays riches ont le devoir de ne pas affamer les pays pauvres pour faire leur plein d'essence, alors que des solutions de transports plus sobres énergétiquement existent.

La logique du tout-voiture est périmée.

Au-delà des impacts environnementaux, nous n'avons plus les moyens de poursuivre le modèle de développement du siècle dernier, à "l'américaine", où tous les déplacements s'effectuent en voiture pour rejoindre sa maison individuelle.

Collectivement, à l'heure de l'argent public rare, nous ne pouvons plus financer les projets pharaoniques sauf à ce que cela ne se fasse au détriment d'autres politiques, le social, la culture, l'éducation.

Individuellement, nous avons de moins en moins les moyens de payer le carburant indispensable aux déplacements quotidiens mettant nombre de ménages modestes dans des situations de surendettement uniquement pour aller travailler.

A quoi pourront bien leur servir les rocade, contournements, échangeurs, que certains continuent à réclamer sous pression des lobbyings routiers et le conservatisme bien pensant. Est-ce que ces kilomètres de bitumes aideront ces familles en détresse à remplir le réservoir de leur voiture ? On peut en douter. Le temps de leur mise en service, ces infrastructures routières seront déjà obsolètes, et leur réalisation aura empêché – ou tout du moins freiné – le choix de solutions alternatives vraiment utiles.

Parce que l'heure est à la **responsabilité collective**, il est urgent de mettre en place un moratoire sur toutes les constructions d'autoroutes en France conformément à la promesse du Grenelle que le gouvernement n'a pas tenu.

L'alternative est dans la sobriété énergétique et la maîtrise de l'urbanisation. Cela implique des programmes massifs de reconstruction de logements à loyers modérés dans les centres de nos agglomérations pour permettre aux plus modestes, qui avaient été rejetés à la périphérie d'y revenir.

L'alternative réside aussi bien évidemment dans le développement des transports en commun, et des modes de déplacements doux, ainsi que du fret, et du fluvial.

Tels doivent être les priorités de nos politiques publiques si on veut faire face aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux.

Etre responsable, c'est anticiper, prévoir l'avenir et s'engager dans des démarches durables.